

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
SEANCE DU 25 NOVEMBRE 2019

=====

PRESENTS : M. P. HUART, Bourgmestre – Président
MM. RIGOT, ~~BERTRAND~~, Mme BOURLEZ, MM. GIROUL, LECLERCQ, Echevins
M. LAUWERS, Mme ~~DE-BUE~~, M. BOUFFIOUX, Mme SCOKAERT, M. ~~FLAHAUT~~, Mmes BOTTE, VANPEE,
~~M. NOE~~, Mmes THEYS, HANSE, DELMOTTE, M. RENAULT, Mme NOTHOMB, M. DALNE, Mme
SEMAILLE, MM. EPIS, DE RO, Mme LECOMTE, M. POSILOVIC, Mmes MARIQUE, VANDEGOOR, MM.
HUBAUX, THIBAUT, Conseillers
Mme V. COURTAINE, Directrice générale

OBJET : Règlement taxe sur la délivrance de documents administratifs

LE CONSEIL COMMUNAL,
réuni en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution qui consacrent l'autonomie fiscale des communes;

Vu les articles L1122-30 alinéa 1^{er} et L1122-31 alinéa 1^{er} du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le règlement (UE) 2016/1191 du 6 juillet 2016 du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 ayant pour objet de simplifier la circulation de certains documents publics entre les États membres;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales et notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2017, modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des cartes et documents de séjour délivrés à des ressortissants étrangers, dont l'annexe a été modifiée par arrêté ministériel du 27 mars 2013, ainsi que ses modifications ultérieures;

Vu les recommandations émises par la circulaire de la Région Wallonne du 17 mai 2019 relative à l'élaboration du budget des communes de la Région Wallonne pour l'année 2020;

Vu le règlement taxe sur la délivrance de documents administratifs, voté et approuvé au Conseil communal en date du 21 octobre 2019;

Vu la circulaire du SPF Intérieur du 5 novembre 2019 relative au tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes et documents d'identité électronique à partir du 1^{er} janvier 2020;

Considérant que la circulaire susmentionnée prévoit que dorénavant une seule procédure d'urgence sera d'application, et dès lors il y a lieu de supprimer dans le règlement taxe la procédure d'extrême urgence;

Considérant qu'il convient d'adapter les montants de taxes communales applicables aux documents afin de simplifier la perception de la taxe et les transactions aux guichets;

Considérant que des précisions quant aux documents visés sont nécessaires afin de permettre une meilleure application du règlement;

Considérant qu'il convient d'adapter les tarifs pour les enfants de moins de 12 ans;

Considérant que le règlement (UE) 2016/1191 du 6 juillet 2016 du Parlement européen et du Conseil s'applique aux documents publics émis par les autorités d'un État membre et destinés à être présentés aux autorités d'un autre État membre ; Que ce document supprime l'exigence d'apostille et simplifie les formalités concernant les copies certifiées conformes et les traductions;

Considérant qu'en vertu des principes d'égalité et de non-discrimination, il y a lieu d'intégrer dans le présent règlement la délivrance des formulaires types multilingues dans les domaines, tels que naissance, décès, mariage, situation matrimoniale, capacité à contracter le mariage, domicile et/ou résidence, absence de casier judiciaire;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Ville les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que le projet de délibération a été transmis au Directeur financier en date du 12 novembre 2019, afin qu'il puisse remettre un avis de légalité;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier en date du 12 novembre 2019, conformément à l'article L 1124-40, §1, 3° et 4° du CDLD;

Sur proposition du Collège communal du 12 novembre 2019 et après en avoir délibéré;

ARRETE
à l'unanimité,

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025 inclus, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs quelconques due par les personnes physiques ou morales auxquelles ces documents sont délivrés.

Article 2

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. Sur la délivrance des cartes d'identité électroniques et de séjour (première carte, duplicata, renouvellement ou remplacement):
 - a) 5,00 € en sus du coût de fabrication pour une carte d'identité électronique délivrée à un citoyen belge de plus de 12 ans;
 - b) 10,00 € en sus du coût de fabrication en procédure d'urgence ;
 - c) 5,00 € en sus du coût de fabrication pour une une carte de séjour de ressortissants étrangers
 - d) 5 € pour une attestation d'immatriculation (Modèle A ou B);
 - e) 8,00 € en sus du coût de fabrication pour les cartes d'identité et titres de séjours contenant des données biométriques pour étrangers en procédure normale;
 - f) 10,00 € en sus du coût de fabrication pour les cartes d'identité et titres de séjours contenant des données biométriques pour étrangers en procédure d'urgence;
 - g) 5,00 € pour toute demande de nouveau code PIN ou PUK perdus lorsqu'il s'agit d'une carte déjà délivrée;
 - h) 0,00 € en sus du coût de fabrication pour les cartes d'identité pour les enfants belges de moins de 12 ans (KIDS id)
 - i) 5,00€ en sus du coût de fabrication pour les cartes d'identité pour les enfants belges de moins de 12 ans (KIDS id) en procédure d'urgence;
 - j) 5,00 Euros pour l'annexe 8 et/ou 8 bis (attestation d'enregistrement valant titre de séjour délivrée à un ressortissant européen)
 - k) 1,00 € pour les pochettes/plastique de protection des cartes
2. 5,00 € pour les attestations suivantes :
 - a) certificat de résidence ;
 - b) certificat de nationalité ;
 - c) certificat de vie délivré en matière d'assurance (gratuit en matière de pension) ;
 - d) composition de ménage ;
 - e) copie certifiée conforme ;
 - f) certificat de résidence et de nationalité (avec ou sans l'historique d'adresse) ;
 - g) extrait de filiation ;
 - h) engagement de prise en charge;
 - i) extrait de cassier judiciaire (excepté les motifs d'exonération) ;
 - j) formulaire 204 i (débit boisson) ;
 - k) attestation d'occupation ou d'inoccupation d'immeuble ;
 - l) déclaration d'arrivée au Service des Étrangers ;
 - m) déclaration de présence au Service des Étrangers ;
 - n) légalisation d'une signature ;

3. 5,00 € pour les copies ou extraits des actes suivants, hormis ceux qui sont fournis automatiquement au moment de l'enregistrement initial de l'acte :
 - a) naissance ;
 - b) décès ;
 - c) reconnaissance ;
 - d) mariage ;
 - e) divorce ;
 - f) nationalité ;
 - g) cohabitation légale ;
4. Pour les passeports (délivrance, duplicata, renouvellement ou remplacement) :
 - a) 15,00 € en sus du coût de fabrication de passeport dans le cas de la procédure normale ;
 - b) 25,00 € en sus du coût de fabrication de passeport dans le cas de la procédure d'urgence ou extrême urgence ;
 - c) 0,00€ en sus du coût de fabrication de passeport pour les enfants belges de moins de 18 ans dans le cas de la procédure normale ;
 - d) 10,00€ en sus du coût de fabrication de passeport pour les enfants belges de moins de 18 ans dans le cas de la procédure d'urgence ou d'extrême urgence.
5. Pour le permis de conduire (délivrance, duplicata, renouvellement ou remplacement) :
 - a) 5,00 € en sus du coût de fabrication pour le permis de conduire électronique, pour toute délivrance, tout renouvellement ou duplicata et pour le permis électronique provisoire ;
 - b) 5,00 € en sus du coût de fabrication pour un permis de conduire international ;
 - c) 5,00 € pour la délivrance d'une annexe 4 (attestation de délivrance d'un PCP) ;
 - d) 5,00 € pour la validation du ou des guides nivellois sur une demande de permis de conduire provisoire PCP d'un citoyen non-nivellois ;
6. Sur les attestations d'immatriculation :
 - a) 5,00 € la première carte ;
 - b) 5,00 € tout renouvellement ;
 - c) 10,00 € pour tout duplicata ;
7. 5,00 € sur la délivrance d'autres certificats non visés ci-dessus de toute nature, extraits, copies, légalisations, autorisation, etc., délivrés sur demande.
8. 20,00 € pour la délivrance du carnet de mariage ou d'un duplicata.
9. 5,00 € pour la délivrance de toute attestation remise au ressortissant étranger qui demande l'autorisation de séjour, l'autorisation d'établissement, l'acquisition du statut de longue durée, le séjour permanent.
10. 5,00€ pour les formulaires types multilingues dans les domaines, telles que naissance, décès, mariage, situation matrimoniale, capacité à contracter le mariage, domicile et/ou résidence, absence de casier judiciaire, etc.

Article 3

Sont exonérés de la taxe :

1. les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêt ou règlement quelconque de l'autorité administrative ;
2. les documents délivrés à des personnes indigentes; l'indigence est constatée par toute pièce probante ;
3. les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
4. les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;
5. la communication par la police, aux sociétés d'assurances, de renseignements relatifs à la suite intervenue en matière d'accidents survenus sur la voie publique ;
6. les documents délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations publiques et aux institutions y assimilées, de même qu'aux établissements d'utilité publique ;
7. les pièces relatives à la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
8. les pièces administratives demandées dans le cadre de l'inscription comme candidat locataire dans une société agréée par la SWL ou dans le cadre de l'octroi d'une allocation de déménagement, installation ou loyer (ADIL) ;
9. les documents qui sont exigés pour la recherche d'un emploi, présentation d'un examen de recrutement ou l'inscription à une formation ;
10. Les documents qui sont soumis au paiement d'un droit spécial au profit de la commune en vertu d'une loi, d'un arrêt ou règlement quelconque de l'autorité administrative.

Article 4

§1. La taxe est payable au comptant (via un terminal bancaire ou en cash) au moment de la délivrance d'un document visé à l'article 2 ou, à défaut, dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement - extrait de rôle.

En cas de paiement au moment de la délivrance du document, la preuve de paiement est constatée par l'apposition sur le document d'un timbre adhésif mentionnant le montant de la taxe perçue.

§2. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

§3. Lorsque le rappel est fait par lettre recommandée, les frais de rappel d'un montant de 7,50 € seront portés à charge du contribuable.

Article 5

Le recouvrement de la taxe est poursuivi conformément aux règles relatives au recouvrement en matière d'impôts d'État sur les revenus.

Article 6

Le redevable peut introduire, après avoir reçu l'avertissement extrait de rôle, une réclamation auprès du Collège communal de Nivelles, Place Albert 1^{er} à 1400 – Nivelles ou via mail à l'adresse taxes@nivelles.be. Les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait du rôle. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, ainsi que l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. La décision prise par le collège communal peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance de Nivelles. Les formes, délais et la procédure applicables au recours sont celles des articles L3321- à L3321-12 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant

la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 7

Le présent règlement sera soumis à l'autorité de tutelle conformément aux articles L3111-1 à L3132-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ainsi qu'aux formalités de publication des actes, conformément aux articles L1133-1 à L1133-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication. Le présent règlement annule et remplace le règlement taxe, voté en séance du Conseil communal en date du 21 octobre 2019, sur la délivrance de documents administratifs.

PAR LE CONSEIL,

La Secrétaire,
(s) Valérie COURTAÏN

Le Président,
(s) Pierre HUART

Pour extrait conforme,
Nivelles, le 28 novembre 2019,

Par ordonnance,
La Directrice générale,

Le Bourgmestre,


Valérie COURTAÏN


Pierre HUART

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
SEANCE DU 16 DECEMBRE 2019

=====

PRESENTS : M. P. HUART, Bourgmestre – Président
MM. RIGOT, BERTRAND, Mme BOURLEZ, MM. GIROUL, LECLERCQ, Echevins
M. LAUWERS, ~~Mme DE BUE~~, M. BOUFFIOUX, Mme SCOKAERT, ~~M. FLAHAUT~~, Mmes BOTTE, VANPEE,
~~M. NOE~~, Mmes THEYS, HANSE, DELMOTTE, M. RENAULT, Mme NOTHOMB, M. DALNE, Mme
SEMAILLE, MM. EPIS, DE RO, Mme LECOMTE, M. POSILOVIC, Mmes MARIQUE, VANDEGOOR, MM.
HUBAUX, THIBAUT, Conseillers
Mme V. COURTAÏN, Directrice générale

**OBJET : Délibération générale pour l'application du Code de recouvrement des créances
fiscales et non fiscales – Loi du 13 avril 2019 (M.B. 30.04.2019).**

LE CONSEIL COMMUNAL,
réuni en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution qui consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9 de la Charte;

Vu le Code des impôts sur les revenus du 10 avril 1992 (CIR 92) ;

Vu la loi du 13 avril 2019, introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu les articles L1122-30, L1124-40§1-3°, L1133-1, L1133-2, L3131-1 §1-3°, L3132-1§1&4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales et notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les recommandations émises par la circulaire de la Région Wallonne du 17 mai 2019 relative à l'élaboration du budget des communes de la Région Wallonne pour l'année 2020 ;

Vu le principe général de continuité des services publics ;

Considérant que la loi du 13 avril 2019 susvisée a été publiée au Moniteur belge en date du 30 avril 2019 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que selon les travaux préparatoires, ce nouveau code vise à coordonner la législation fiscale et à instaurer une procédure uniforme en matière d'impôts sur les revenus et la TVA ;

Considérant que ce nouveau code modifie ou abroge certaines dispositions du Code des Impôts sur les Revenus (CIR 92), qui étaient rendues applicables à la matière du recouvrement des taxes provinciales et communales par l'article L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ne fait actuellement référence qu'au Code des impôts sur les revenus et nullement au Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, qu'il convient dès lors, que les règlements taxes des pouvoirs locaux fassent référence à ce nouveau code ;

Considérant qu'il apparaît que certains règlements taxes font référence directement au Code des impôts sur les revenus ;

Considérant que vu l'urgence, dans chaque règlement taxe entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2020, il y a lieu d'insérer, via une délibération globale, ces nouvelles dispositions ;

Sur proposition du Collège et après en avoir délibéré ;

ARRETE

à unanimité,

Article 1^{er}

Les dispositions suivantes sont insérées dans tous les règlements taxes, dont la période de validité est postérieure au 1^{er} janvier 2020 :

Dans le préambule :

Vu le Code des impôts sur les revenus du 10 avril 1992 (CIR 92) ;

Vu la loi du 13 avril 2019, introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Dans l'article relatif au recouvrement des taxes :

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation s'y référant, des Lois des 15 et 23 mars 1999, de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999, de la Loi - programme du 20 juillet 2006, ainsi que de la Loi du 13

avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Article 2

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication, conformément aux articles L1133-1 à L1133-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 3

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon, conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

PAR LE CONSEIL,

La Secrétaire,
(s) Valérie COURTAÏN

Le Président,
(s) Pierre HUART

Pour extrait conforme,
Nivelles, le 17 décembre 2019,

Par ordonnance,
La Directrice générale,

Le Bourgmestre,



Valérie COURTAÏN



Pierre HUART

